

Turquie-UE Erdogan, du bon élève au maître chanteur

L'accord conclu à Bruxelles le 18 mars érige la Turquie en rempart contre l'afflux de migrants et semble relancer le processus d'adhésion à l'UE. Mais pour le président turc, au pouvoir depuis 2002, l'Europe n'a toujours été qu'un moyen de conforter son autorité

MARIE JÉGO

ISTANBUL - correspondante

Davutoglu était le maître», se souvient une journaliste turque qui a assisté à la phase finale des tractations entre les chefs d'Etat de l'Union européenne (UE) et le premier ministre turc, Ahmet Davutoglu, sur l'accord migratoire conclu à Bruxelles le 18 mars. «*Les Européens lui ont montré un texte. Rien n'était clair. (...) Davutoglu leur a suggéré de s'arranger entre eux, puisqu'ils connaissaient les conditions fixées par la Turquie. Il a regagné son hôtel en leur recommandant de l'appeler une fois l'accord trouvé. Quarante-cinq minutes plus tard, tout était prêt. Ils l'ont appelé et il est venu signer.*» Un récit illustrant parfaitement l'assurance retrouvée d'une Turquie forte face à une Europe faible et divisée. Après ces négociations qualifiées par M. Davutoglu de «*marchandage de Kayseri*», en référence à cette ville anatolienne réputée pour le dynamisme de ses commerçants, la Turquie a en effet obtenu ce qu'elle voulait : 6 milliards d'euros pour soutenir l'accueil des migrants sur son territoire, une exemption de visa vers l'Europe pour ses ressortissants et la relance du processus de son adhésion à l'UE.

De ces acquis, le dernier est sans conteste le plus jubilatoire. Après plus de cinquante ans de déconvenues, la Turquie a vu le vent tourner en raison de l'incapacité des pays européens à s'entendre sur une réponse interne à apporter à la crise migratoire. Avant l'arrivée massive de réfugiés en Europe, durant l'année 2015, personne à Bruxelles ne songeait à accélérer le processus d'adhésion de la Turquie, moribond depuis 2008. Lancées en 2005, les négociations avaient buté sur les réticences de la France et de l'Allemagne, hostiles à l'idée de voir un pays musulman de 78 millions d'habitants venir bousculer les équilibres en Europe. Le veto de Chypre, pays que la Turquie n'a toujours pas

reconnu, avait été le coup de grâce.

Depuis son fastueux palais d'Ankara, le président Recep Tayyip Erdogan a pu savourer à distance la volte-face des Vingt-Huit. N'a-t-il pas toujours dit et répété que c'est l'Union européenne qui a besoin de la Turquie, et non l'inverse ? Les faits lui donnent raison. Sentinelle de l'Occident au moment de la guerre froide, la «*petite Asie*» redevient son rempart, contre les migrants cette fois. Les «*valeurs européennes*», Etat de droit, respect des libertés fondamentales et des minorités, peuvent attendre... Car Ankara est désormais en mesure de dicter ses conditions.

Avant de quitter la capitale européenne et l'accord en poche (il est entré en application le 4 avril), M. Davutoglu a exalté la relation turco-européenne : «*Une même destinée, des objectifs semblables, un avenir commun!*» Mais y croit-il seulement ? Pas vraiment, assure Bayram Balci, chercheur à Sciences Po : «*Les Turcs savent que leur rêve d'Europe n'est pas près de se réaliser. Ils ne croient pas en la sincérité des Européens. Mais la reprise du processus a une certaine utilité pour les deux parties. Ankara y voit un remède à l'isolement du pays, enlisé dans plusieurs crises régionales, en Syrie, en Irak, et aux prises avec la question kurde.*»

Les Européens n'y croient pas davantage. «*Cet accord est un jeu de dupes. Personne ne peut réellement donner une perspective d'adhésion à la Turquie dans la période que nous traversons*», s'insurge l'ex-député européen écologiste Daniel Cohn-Bendit. Alors pourquoi ce zèle à négocier ? L'accord a pu se faire, parce que, poursuit-il, «*les Européens ont laissé [Angela] Merkel seule. Elle était obligée de trouver une issue pour ralentir cet afflux migratoire et ses partenaires lui ont dit "débrouille-toi!". Les Hollandais, les Français critiquent l'accord, mais cela ne change rien à leur position sur l'accueil des réfugiés*». Quant au président turc Recep Tayyip Erdogan, «*il sait que ni les Français ni les Allemands ne veulent vraiment l'adhésion de son pays, analyse l'ancien député européen. Il a juste be-*

soin de ces négociations pour s'affirmer comme une personnalité centrale, incontournable dans la région. Il renforce sa position, ce qui affaiblit les oppositions [dans son pays]».

«**PUTAIN DU PKK**»

Au pouvoir depuis 2003, d'abord en tant que premier ministre puis, depuis 2014, comme président, M. Erdogan est accusé de dérive autoritaire par ses détracteurs. Trente-deux journalistes sont actuellement en prison, des centaines d'universitaires sont harcelés pour avoir signé une pétition, 1 845 plaintes sont en cours d'instruction pour «*insulte au chef de l'Etat*». Au sud-est du pays, la guerre a repris de plus belle entre les forces turques et les rebelles armés du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, autonomiste et interdit en Turquie). C'est pourtant le moment qu'a choisi l'UE pour lui tendre la main.

Mettre la Turquie sur les rails de la démocratie ne semble guère être une priorité de son président. Le 25 mars, deux journalistes de *Cumhuriyet*, Can Dündar et Erdem Gül, étaient jugés pour leurs écrits au tribunal de Caglayan, à Istanbul. Accusés d'espionnage, de tentative de coup d'Etat et de soutien au terrorisme, ils encourent la perpétuité. La présence à l'audience de diplomates occidentaux, pendant les quelques heures où celle-ci était publique, a déclenché l'ire de M. Erdogan :

«*Qui êtes-vous ? Qu'aviez-vous à faire là-bas ? La diplomatie a ses règles ! Ce n'est pas votre pays. C'est la Turquie ! Vous pouvez vous déplacer dans le consulat et autour mais, ailleurs, il faut une autorisation.*»

Autre coup de semonce diplomatique. Le président n'ayant pas goûté l'humour d'une chanson moquant le «*Big Boss du Bosphore*», diffusée le 17 mars dans une émission satirique de la chaîne publique allemande NDR, les autorités turques n'ont pas hésité à convoquer Martin Erdmann, ambassadeur d'Allemagne à Ankara, pour réclamer des explications. «*Je ne suis pas en guerre contre la presse*», a plus tard assuré M. Erdogan à la journaliste Christiane Amanpour sur CNN, le 31 mars, à l'occasion de sa visite aux Etats-Unis. Le même jour, son service d'ordre

avait molesté des journalistes désireux de suivre son discours devant la Brookings Institution, à Washington, dont l'ancienne correspondante de *The Economist* en Turquie, Amberin Zaman, élégamment qualifiée par les gardes du président de «putain du PKK».

Une attitude et une posture très éloignées de celles qu'affichait Recep Tayyip Erdogan lors de son premier mandat (2003-2007). Il était alors partisan déclaré des réformes et d'un ancrage européen de la Turquie. A l'époque, le Parlement avait mis les bouchées doubles pour conformer le pays aux exigences européennes : abolition de la peine de mort et des tribunaux d'exception, rédaction d'un nouveau code pénal... En 2004, son gouvernement islamo-conservateur avait même pris le risque politique de soutenir le «plan Annan» concocté par l'ONU, visant à réunifier Chypre, malgré les fortes réserves de l'armée. Lors du référendum, en avril 2004, les Chypriotes turcs avaient dit oui à la réunification, les Chypriotes grecs s'y étaient opposés massivement. Au final, seule la partie grecque de l'île a rejoint l'UE, laissant le Nord turc dans son isolement.

Dès lors, l'attrait pour le projet européen n'a cessé de décliner en Turquie. Si 73 % des Turcs étaient favorables à l'adhésion à l'UE en 2004, ils n'étaient plus que 53 % en 2014. Un incident illustre le mépris dont ils se croient l'objet. Lors de sa visite éclair à Ankara, le 25 février 2011, le président français Nicolas Sarkozy avait été incapable de renoncer à son chewing-gum pendant ses entrevues officielles. Un détail qui a marqué les esprits. Aujourd'hui encore, le chewing-gum de Sarkozy est resté dans les mémoires comme la marque d'une humiliation suprême, faisant presque passer au second plan les assertions du dirigeant français sur une éventuelle adhésion européenne de la Turquie. «*Soit nous disons non à la Turquie et nous l'humilions, soit nous disons oui et nous détruisons l'Europe*», avait résumé, en décembre 2006, M. Sarkozy, alors président de l'UMP et candidat à l'élection présidentielle.

Recep Tayyip Erdogan s'est plaint auprès de Vladimir Poutine des mauvaises manières que lui faisaient des Européens. «*Avant l'arrivée de Merkel et de Sarkozy au pouvoir, je participais aux sommets, mais ça n'est plus le cas. Ce sont eux qui ont saboté le processus*», déplorait-il lors d'une visite à Moscou, le 18 juillet 2012. Six mois plus tard, il réclamait au maître du Kremlin un siège pour son pays dans l'Organisation de coopération de Shanghai, un groupe sécuritaire emmené par Moscou pour faire contrepoids à l'influence américaine en Asie centrale. Son argument : «*Si vous nous acceptez, nous pourrions en finir avec le processus d'intégration européenne.*»

NOUVELLE DOXA

Mais le Recep Tayyip Erdogan du premier mandat était-il sincèrement proeuropéen ? En 2003, son pouvoir n'était pas illimité et il avançait avec prudence. A l'époque, «*l'armée et l'establishment laïque sont aux aguets. [M. Erdogan] va s'attacher à rogner leurs prérogatives, à limiter leur pouvoir*», écrivent Nicolas Chevron et Jean-François Pérouse dans une biographie détaillée, intitulée *Erdogan, nouveau père de la Turquie ?* (Ed. François Bourin, 440 p., 26 €). *Pour parvenir à ses fins, il dispose d'un instrument puissant : le projet d'adhésion de la Turquie à l'UE et les réformes*

démocratiques [que ce projet] suppose». L'attachement aux valeurs démocratiques qu'il proclamait à cette période suscite encore des interrogations à ce jour. N'avait-il pas confié au quotidien *Milliyet* le 14 juillet 1996, alors qu'il était maire d'Istanbul, que la démocratie «*est un moyen, non une fin*»? A-t-il instrumentalisé le projet européen ? Question «*insoluble*», selon les auteurs.

Au cours de son troisième mandat (2011-2014), c'est un tout autre Recep Tayyip Erdogan qui se dessine. Soucieux d'imprimer sa marque sur le pays, à l'instar d'Atatürk, le fondateur de la République laïque tournée vers l'Occident, mais dans une volonté de renverser l'ordre établi. Selon sa nouvelle doxa, la Turquie n'a jamais été le partenaire naturel de l'Occident. La décision des pères fondateurs, soucieux d'ancrer le pays à l'Ouest, était mauvaise car elle a coupé les Turcs de leur héritage ottoman et de leurs racines islamiques. Le pays doit, au plus vite, retrouver son rôle de chef de file du monde musulman.

Les «printemps arabes» qui se succèdent en 2011 apparaissent alors comme l'occasion rêvée de mettre en pratique cette nouvelle doctrine. Le gouvernement islamo-conservateur turc pouvait espérer qu'avec la chute des dictateurs arabes en Tunisie, en Egypte et en Libye, voire peut-être bientôt en Syrie, tout le bassin de la Méditerranée orientale allait se retrouver sous l'influence des Frères musulmans, dont les vues politiques correspondent à celles de M. Erdogan. Ne possédait-il pas, posée sur son bureau, une sculpture de la «Rabia», cette main au pouce replié vers la paume et aux quatre doigts dressés, signe de ralliement à la confrérie musulmane, lors du coup d'Etat de l'armée égyptienne contre le président islamiste Mohamed Morsi, à l'été 2013 ?

Mais la chute de Morsi marque l'écroulement de ce rêve panislamique et le pari d'Erdogan tourne au cauchemar. La théorie du «zéro problème avec les voisins», élaborée au milieu des années 2000 par Ahmet Davutoglu, s'enlise bientôt dans les sables mouvants des conflits arabes succédant au «printemps» qui n'a pas tenu ses promesses. Le paysage diplomatique est mitigé, pour ne pas dire sombre : les relations de la Turquie sont mauvaises avec l'Egypte, froides avec l'Irak, tendues avec l'Iran, promises à un raboichage avec Israël et très dégradées avec la Russie... La destruction d'un avion de chasse russe par des F-16 turcs, le 24 novembre 2015, va même provoquer une brouille sérieuse avec Moscou. Depuis l'intervention armée de Vladimir Poutine aux côtés de Bachar Al-Assad en Syrie, les incidents se sont multipliés. Avec l'installation, par Moscou, d'un système de défense antiaérien dans le nord de la Syrie, l'aviation turque se retrouve paralysée. Seule l'artillerie peut encore pilonner depuis la frontière des combattants kurdes syriens devenus, eux aussi, des «ennemis» de la Turquie.

«L'IMAM BECKENBAUER»

Dans ce contexte d'isolement, le blanc-seing accordé par l'UE ne pouvait pas mieux tomber pour Erdogan. Il peut désormais se consacrer à ses obsessions autocratiques et mégalomaniaques. L'ancien gamin du quartier populaire de Kasimpasa, à Istanbul, celui que ses camarades de jeunesse surnommaient «*l'imam Beckenbauer*» parce qu'il était à la

fois le plus religieux et le meilleur joueur de football d'entre eux, se sent investi d'une nouvelle «mission». Il l'a fait savoir en toute modestie : «*Si je m'en vais, l'Etat périclité.*»

Son installation dans un palais de 200 000 mètres carrés à Ankara au coût faraonique de 491 millions d'euros, peu après son élection comme président en 2014, a visiblement accéléré sa perte de contact avec la réalité. Oublié «*l'imam Beckenbauer*» : sa folie des grandeurs lui vaut le nouveau surnom de «sultan». Ses discours sont plus idéologiques, mêlant la rhétorique populiste, religieuse et nationaliste. «*Que dit le commandement ? Que Dieu nous suffise et qu'il est le meilleur juge. Sans lui, nous n'aurions jamais pu affronter l'armée de Byzance (...) ni créer le plus puissant des Etats et le garder en vie pendant 600 ans*», déclame-t-il le 6 janvier devant des centaines de maires de petits villages réunis dans son palais d'inspiration «néo-seldjoukide».

L'homme aime à s'approprier l'Histoire. Dans son imaginaire, 2023 sera une année-clé. A cette date, sera célébré le centième anniversaire de la République turque. En profitera-t-il pour la remplacer par la «République d'Erdogan»? Le culte de la personnalité s'installe. «*Voici le verre utilisé par notre président pour boire de l'eau pendant son discours*», écrivait récemment l'un de ses jeunes admirateurs sur son compte Twitter, photo à l'appui. Un autre de ses zélotes, Abdurrahman Dilipak, éditorialiste du quotidien pro-gouvernemental *Yeni Akit*, réclame pour sa part un retour au califat, comme durant le règne du sultan Abdulhamid II (1876-1909) qui le réinstaura dans toute sa grandeur... avant d'être déposé par les Jeunes Turcs. ■

**L'INSTALLATION
D'ERDOGAN DANS
UN PALAIS
DE 200 000 MÈTRES
CARRÉS, PEU
APRÈS SON
ÉLECTION EN 2014,
A ACCÉLÉRÉ SA
PERTE DE CONTACT
AVEC LA RÉALITÉ
L'ÉTAT DE DROIT,
LE RESPECT
DES LIBERTÉS
FONDAMENTALES
ET DES MINORITÉS
PEUVENT
ATTENDRE...
ANKARA EST
DESORMAIS EN
MESURE DE DICTER
SES CONDITIONS**

L'armée évoque un coup d'Etat pour le démentir

LA GUERRE DANS LE SUD-EST de la Turquie contre les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, indépendantiste), conjuguée à l'avancée des milices kurdes du nord de la Syrie, a redonné à l'armée turque son rôle de premier plan, celui de gardienne de l'unité. La ligne adoptée par le président Recep Tayyip Erdogan – « *Il n'y a plus rien à négocier avec le PKK* » – n'est pas pour lui déplaire, tout comme la rhétorique nationaliste en vigueur dans les rangs du Parti de la justice et du développement (AKP, islamo-conservateur), au pouvoir depuis 2002.

Pour autant, l'institution ne veut plus se mêler de politique. Il n'y aura pas de coup d'Etat, dit un communiqué publié sur son site le 31 mars. Cette déclaration, du jamais-vu, visait à couper court aux rumeurs « *sans fondement* » apparues dans « *certains médias* » persuadés de l'imminence d'un putsch. Quels médias ? Quelles rumeurs ? Aucune précision n'est donnée. Soulignant l'« *impact négatif* » de telles allégations sur « *le moral* » des soldats, les généraux promettent de poursuivre en justice tous les amateurs de scénarios de fiction.

Dépositaire de l'héritage de Mustafa Kemal Atatürk, fondateur de la République turque, laïque et unitaire, en 1923,

l'armée a longtemps pesé sur la vie politique du pays, avec trois putschs à son actif, en 1960, 1971 et 1980, ainsi que le renversement en douceur d'un gouvernement dominé par les islamistes en 1997. Mais, depuis l'arrivée au pouvoir de l'AKP, les généraux ne tirent plus les ficelles.

Le président est seul maître à bord, a insisté M. Erdogan lors de sa dernière visite à l'Académie militaire d'Istanbul, le 28 mars : « *Je ne cesse de répéter que nous sommes une nation, un drapeau, un pays, un Etat. Aujourd'hui, j'ajoute : une armée unique, un commandant unique.* » En 2015 à la même époque, les officiers de l'Académie avaient eu droit à un tout autre discours. Un mea culpa du président, chagriné par les persécutions endurées par les militaires, à l'époque où l'armée et l'islam politique ne faisaient pas bon ménage.

Règlements de comptes

Car fut un temps, de 2003 à 2013, où les comptes se réglaient au tribunal. A l'issue de grands procès très médiatisés (affaires Ergenekon et Balyoz), des centaines d'officiers, accusés de complot contre l'AKP, furent condamnés à de lourdes peines de prison. Tout ça pour rien, déplorait le président turc le 20 mars 2015. « *Moi et le pays tout entier avons été bernés. Ces opérations nous ont déçus*, confiait-il alors aux officiers de l'Académie. *Toute cette affaire n'était qu'un complot orchestré par une organisation avide de mettre la main sur la Turquie grâce à ses réseaux au sein d'institutions étatiques et des médias.* »

Cette « *organisation* » est la confrérie de l'imam Fethullah Gülen, devenue la bête

noire de l'AKP après avoir été sa meilleure alliée, notamment au moment des grands procès. Rien ne va plus désormais avec les *fethullahci* (adeptes de M. Gülen), accusés à leur tour de complot. Leurs journaux ont été saisis, leur banque confisquée, leurs écoles fermées et des centaines d'entre eux ont été emprisonnés.

La confrérie avait commis la faute, en décembre 2013, de révéler un scandale de corruption embarrassant pour le gouvernement et pour l'entourage présidentiel. Blessé par cette trahison, M. Erdogan s'est depuis rapproché de l'armée.

Perçue par beaucoup comme un signe de maturité, la volonté qu'avait eue le président d'écarter l'armée du pouvoir n'avait pas apporté la transparence espiérée. L'opinion publique est restée sur sa faim et les questions qu'elle se posait sur les contours de « l'Etat profond » – l'alliance informelle de l'armée, des politiciens et de la mafia – ou sur les assassinats politiques et les disparitions sont restées sans réponse.

Les procès des militaires ont finalement tourné aux règlements de comptes. Les magistrats se sont acharnés sans preuves convaincantes, les instructions ont été bâclées. Fin 2013, alors que la relation dégénérait avec Fethullah Gülen, le président a ouvert la voie à une révision. Plus de deux cents officiers ont ainsi été libérés, tandis que les magistrats qui avaient instruit leurs dossiers, des *fethullahci* convaincus pour la plupart, se retrouvaient, à leur tour, en position d'accusés. ■

M. JÉ. (ISTANBUL, CORRESPONDANTE)